

<b>1956</b>	<b>Source :</b> <b><i>MENORAH</i></b> <b>N° 4 - 1956</b>
-------------	--

## **Les Grandes Puissances et le conflit arabo-israélien**

**Marcel Liebman**

Tandis que la voix des canons couvre les vociférations haineuses, tandis que la fureur des uns et la résolution des autres se heurtent le long d'une frontière qui, déjà, ressemble à un fossé sanglant, les chancelleries s'affairent, toujours en retard d'une guerre ou d'une paix, confondant la diplomatie avec l'immobilisme et l'œuvre de paix avec un replâtrage provisoire. En pareilles circonstances, la tâche de l'analyste est plus malaisée que jamais et plus ingrate encore que d'ordinaire. Car il sait que ses chuchotements ne sont pas entendus et ses avis totalement négligés. Ce qui est vrai des grands chroniqueurs diplomatiques l'est bien plus encore de celui qui ne doit ce titre qu'à la complaisance de la rédaction de *MENORAH*. Encore faut-il dire qu'en l'occurrence, l'impuissance de l'un rejoint celle des autres.

Faut-il pour autant se donner entièrement à l'action et renoncer à comprendre ? On sait ce qu'il en coûte des énergies guerrières que n'éclaire pas la clairvoyance politique. En quarante ans, les lendemains de deux conflits ont montré qu'entre une victoire et une défaite, il n'y a parfois qu'une différence dont le temps se charge de montrer à quel point elle est minime.

Dans la confusion régnant actuellement<sup>1</sup> au Moyen-Orient, une seule attitude est claire : celle d'Israël, qui proclame et son désir de paix et sa volonté de maintenir l'intégrité de son territoire, à quelques rectifications mineures de frontières près . Le Gouvernement israélien a su résister à une partie de l'opinion publique juive qui poussait, de manière compréhensible mais dangereuse, à la guerre préventive. D'autre part, il a justement repoussé les propositions conciliatrices présentées par l'Angleterre, dont les sentiments pro-arabes semblent avoir la vie aussi longue que ses plus traditionnelles institutions. Un démantèlement du territoire israélien qui ne serait basé sur rien d'autre que le désir de renforcer un camp ne saurait être une garantie de paix, mais au contraire une invitation tacite à affirmer de nouvelles revendications, à donner libre cours à de nouveaux appétits. La soi-disant intransigeance d'Israël n'est donc que le refus de l'homme de qui des malandrins exigent qu'il rende son arme pour qu'ils puissent « discuter » avec lui.

---

<sup>1</sup> Ces lignes ont été écrites le 10 avril 1956.

L'attitude des Etats arabes, elle, est beaucoup moins claire. Comment s'en étonner dès lors qu'on a affaire à une coalition dont les événements ont prouvé et prouvent toujours l'absence totale de cohésion et d'homogénéité ? Entre les invectives antisionistes - pour ne pas dire antisémites - d'un Nasser et celles de l'Irakien Nouri Saïd, il n'y a en commun que la violence et les écarts de langage qu'il faut se garder de prendre pour une unité de vues. Que le colonel Nasser souhaite un « second round » vengeur, qui ferait disparaître Israël de la carte, ce n'est guère douteux. Mais le dictateur égyptien sait que l'issue d'une guerre est, pour lui, pleine d'aléas, et ce qui peut résulter pour un régime « fort » et passablement autocratique d'une défaite militaire. D'autre part, la persistance de l'épouvantail sioniste présente certains avantages pour un gouvernement plus habile à exciter les masses qu'à améliorer leur lamentable sort. Tant et si bien que, dans le chef de l'ennemi le plus avéré d'Israël, il y a une indécision et un esprit velléitaire qui sont tout à l'opposé de cette détermination sans bavure que l'on constate en Israël. Cela ne signifie naturellement pas que les Etats arabes n'attaqueront pas. Même si la légende de l'« Apprenti sorcier » y faisait partie des contes des « Mille et Une Nuits », nous ne sommes pas sûr que les dirigeants arabes en retiendraient la leçon de prudence. Si les provocations appartiennent à leurs méthodes les plus courantes (et aussi aux nécessités qu'impliquent des régimes incapables d'affronter les réalités économiques et sociales), l'étincelle peut, à tout moment, mettre le feu aux poudres.

Entre les deux camps, affichant une neutralité dont le degré varie dans le temps et avec les exigences d'un opportunisme plus ou moins intelligent, il y a les Grandes Puissances. Parmi elles, le cas de la France ne doit pas retenir longtemps l'attention. Il est trop tôt encore pour dire si les déclarations - à défaut des initiatives - audacieuses de MM. Mollet et Pineau lui rendront une autorité qu'elle avait abdiquée dans le concert international. En attendant, elle n'est pas en mesure d'influencer de manière sensible le cours des événements. Ses hésitations prolongées en Afrique du Nord l'obligent d'ailleurs à temporiser et à tergiverser dans ses relations avec les Etats arabes.

Quant à l'Union soviétique, elle mène un jeu diplomatique dépourvu d'ambiguïté, quoique dangereux, et dont les raisons semblent être, d'une part, la volonté de détacher les Etats arabes du Bloc occidental et d'empêcher le prolongement d'un « cordon sanitaire » dont la menace - ou la hantise - n'a pas encore disparu ; d'autre part, il y a des raisons de croire que l'URSS estime qu'Israël, aux caractéristiques occidentales, n'est pas un Etat viable dans un Moyen-Orient voué au panarabisme et à l'anticolonialisme occidental. L'Union soviétique n'a jamais - si l'on excepte la période critique de 1947-1949 - cru dans les destinées du sionisme. Il appartient à Israël de lui prouver, une fois de plus et de manière décisive, que cette prévision est fautive.

Il y a enfin les Puissances anglo-saxonnes auxquelles la communauté de langue et de culture, objet vénéré des dévotions churchilliennes, ne donne même pas l'apparence d'une

conformité d'intérêts. Force est donc de les distinguer autant que la réalité politique les dissocie.

Les Etats-Unis, à quelques mois des élections présidentielles, ont actuellement un intérêt évident au maintien de la paix entre Israël et les Arabes. Un conflit les obligerait à choisir entre la puissance démocratique des électeurs juifs et la puissance économique du « lobby pétrolier » toujours attaché à l'« amitié des peuples arabes », qui plonge, comme chacun sait, ses racines jusque dans un sous-sol appétissant.

Mais quand il s'agit de fonder les assises de cette paix, les Etats-Unis font preuve d'une regrettable absence d'imagination et de réalisme. Ne pouvant - en partie à cause de la campagne électorale - s'adapter aux conditions nouvelles de la lutte idéologique entre l'Est et l'Ouest, ils semblent paralysés et s'en tiennent *grosso modo* aux vieux slogans et aux vieilles recettes. Selon la diplomatie américaine, telle que la dirige M. Foster Dulles, la montée des périls au Moyen-Orient est assez grave pour justifier de nouvelles consultations entre les Alliés occidentaux, de nouvelles discussions entre experts et de nouvelles affirmations d'une solidarité pourtant fantomatique. La seule initiative intéressante qu'elle ait à son actif est d'avoir soumis l'ensemble du problème au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. et provoqué ainsi la mission de M. Hammarskjöld. Encore faudrait-il que celui-ci soit nanti de véritables pouvoirs pour préparer une paix durable. Nous sommes loin du compte...

*Last but not least*, il y a l'Angleterre. Initiatrice et premier violon du Pacte de Bagdad, elle a tout d'abord prétendu que sa présence économique et militaire était seulement justifiée par les nécessités de la « défense du monde libre ». Ne nous arrêtons pas au fait, devenu courant, que la liberté enrôle trop souvent sous ses drapeaux des recrues qui s'en soucient fort peu et ressemblent à des mercenaires plutôt qu'à des soldats. En réalité, il ne fait guère de doute qu'évincée en Egypte, l'Angleterre a voulu consolider ses positions en Irak dont elle a fait le principal bastion de son système au Proche-Orient. Elle aurait désiré que d'autres pays viennent se joindre au Pacte ; l'échec de sa tentative en Jordanie prouve à quel point ses conceptions et ses méthodes d'action sont périmées. Dans ses discours à la Chambre des Communes, M. Eden a justifié la politique britannique à Chypre en se référant à des considérations historiques remontant à la fin du siècle dernier. L'argumentation est révélatrice d'une mentalité, et c'est à ce titre que nous y faisons allusion. La Grande-Bretagne conservatrice, plongée dans le souvenir de sa gloire et de sa puissance, paraît vouloir ignorer, dans ses relations avec les Etats arabes, l'évolution économique, sociale et politique qui s'y produit. Fidèle à des méthodes qui pouvaient être efficaces à l'époque où le colonel Lawrence édifiait ses « piliers de la Sagesse », elle continue à s'appuyer sur des forces dont le déclin est certain et la condamnation probable. C'était hier des Premiers Ministres fantoches en Egypte ; c'est aujourd'hui le Premier ministre irakien Nouri Saïd dont le gouvernement ne peut se prévaloir d'aucune assise démocratique ou simplement populaire.

Décidée à jouer à fond la carte irakienne contre la carte égyptienne qui lui est tombée des mains, l'Angleterre fait actuellement preuve, à l'égard de l'Egypte, d'une hostilité croissante. Il n'est nullement exclu que le Gouvernement de Londres, ou tout au moins certaines personnalités du Foreign Office, cherchent à dresser une partie du monde arabe contre l'Egypte coupable de « neutralisme », accusée publiquement d'être l'« ennemie du monde occidental ». Pareilles intentions, si elles étaient non seulement plausibles mais réelles, ne serviraient certes pas la cause de la paix au Moyen-Orient.

Il devient en tout cas urgent que les Puissances occidentales se rendent compte que l'époque des protectorats et des féodalités appartient au passé et qu'à vouloir la prolonger artificiellement, elles risquent de ruiner complètement leur cause auprès des nations nouvellement accédées à l'indépendance. La volonté de faire des pays arabes des bastions de défense d'un monde auquel ils ne participent ni par la culture, ni par leur économie, ni par leur régime politique, est un aspect de cette conception désuète et dangereuse,

Alors même que le danger est à ses portes et que les tanks se mettent en mouvement, Israël ne peut perdre de vue les réalités économiques, politiques et géographiques qui en font un Etat du Proche-Orient. Il faut aujourd'hui qu'il se défende et qu'il lutte contre des pays et des régimes qui ont juré sa perte. Les impératifs militaires priment donc toute autre considération. Mais ils ne peuvent faire oublier que si Israël veut, après avoir conquis l'indépendance et repoussé les menaces ou les agressions, conquérir aussi la viabilité et la prospérité, il lui faudra prendre sa place dans le Moyen-Orient, s'y intégrer tout en conservant, cela va sans dire, son individualité, ses caractères propres. Depuis quelque temps, il est de plus en plus question, dans certains milieux et dans certaine presse d'Occident, de prendre la défense de l'Etat juif, considéré comme « dernier rempart occidental sûr » au cœur du monde arabe. Les intérêts vitaux d'Israël lui commandent, certes, d'accepter un soutien effectif d'où qu'il vienne ; mais ils s'opposent certainement, dans une perspective historique, à ce qu'il accepte d'être, au Moyen-Orient, un « bastion » ou une « tête de pont » - occidental ou autre - en butte aux attaques perpétuelles de ses voisins.

Conscient de ce danger, le gouvernement israélien se doit de rejeter, comme par le passé, les sollicitations de la haine. Tôt ou tard, il faudra qu'il s'accorde avec des voisins dont l'évolution politique et économique veut, qu'à une échéance qu'il est impossible de préciser, ils abandonnent leur agressivité pour se tourner résolument vers des œuvres de paix et de justice sociale.